



Mr Éric FISSE Directeur de la DREAL
L'Armorique
10 rue Maurice Fabre – CS 96515
35065 Rennes Cedex

PLOUENAN le 29 février 2024

Objet : Avis du SMH concernant le projet de 7^e programme d'actions « nitrates » de la région Bretagne – PAR 7

Monsieur le Directeur,

Par ce courrier, nous souhaitons partager l'avis du Syndicat mixte de l'Horn sur le projet de PAR 7.

Le Syndicat Mixte de l'Horn est porteur du Contrat Territorial Plan de Lutte contre les Algues Vertes (PLAV) Horn Guillec, mais il est avant tout producteur d'eau potable. Depuis la suspension de la prise d'eau historique de l'Horn, suite au contentieux européen sur la qualité des eaux brutes (paramètre nitrates), il est soumis à de fréquentes et importantes périodes de tensions sur la ressource. L'objectif premier du SMH est de voir la qualité de l'eau continuer de s'améliorer et ainsi pouvoir rouvrir la prise d'eau de l'Horn.

La tendance à l'amélioration de la qualité de l'eau sur le paramètre nitrates est encourageante. L'adhésion des agriculteurs aux actions volontaires proposées est également positive. Mais en tant qu'acteur local, le Syndicat mixte de l'Horn est conscient de la fragilité de cette dynamique, aussi il nous semble opportun de porter à votre connaissance quelques points de vigilance qu'il serait bon de prendre en compte si l'on souhaite conforter la dynamique constatée.

Besoin de cohérence entre le PAR 7 et les actions construites et déployées sur les territoires

La profession agricole nous a alertés sur la multiplicité des mesures proposées dans le PAR 7, qui s'ajoutent au dispositif des zones soumises à contraintes environnementales (ZSCE) en baies algues vertes, déjà complexe dans sa mise en œuvre et devient illisible localement. Ceci risque de mettre à mal la dynamique agricole engagée sur le territoire, d'autant qu'il intervient en période d'engagement volontaire ZSCE, or, lors de l'élaboration des programmes ZSCE, il avait été convenu que la phase volontaire devait être appliquée avant de basculer, le cas échéant, dans une phase d'arrêtés individuels et réglementaires.

Dans un souci de simplification et avant d'envisager de nouvelles mesures réglementaires, la phase volontaire ZSCE devrait être menée jusqu'à son terme. Il est nécessaire de prévoir une meilleure

articulation entre les mesures du PAR 7 avec le Plan de lutte contre les algues vertes et en particulier les arrêtés de ZSCE, sous peine de pénaliser le déploiement des actions prévues dans ces programmes et arrêtés.

Inquiétude sur l'utilisation de l'indicateur « Balance Globale Azotée » en baies algues vertes

Le PAR 7 demande également un renforcement des prescriptions relatives à la Balance Globale Azotée (BGA) : le solde ne devant pas dépasser 20 UN/ha de SAU ou la moyenne des soldes calculés sur 3 ans. Il est difficile, à notre niveau, d'évaluer le nombre d'agriculteurs concernés par ce seuil sur notre baie algues vertes. Compte tenu de la complexité du calcul, la BGA devra être calculée par les organismes de conseils agricoles, nous nous interrogeons sur leur capacité à collecter et analyser cet indicateur, cela pose question sur l'appropriation de ce nouvel indicateur par les exploitants.

De plus, en cas de non-respect du seuil de 20UN/Ha de SAU en BGA, le plafond de 140UN/ha sera appliqué. Or sur l'Horn amont, ce plafond est déjà appliqué, dans le cadre de l'article 3 de l'arrêté 2007-1124 du 30/08/2007. Cette incohérence mérite d'être réexaminée et corrigée, pour faciliter la compréhension des différentes réglementations sur l'Horn amont.

Considérant la portée du programme d'actions régional « nitrates », nous vous remercions pour l'intérêt que vous porterez à notre argumentaire. Nous sommes sensibles à l'objectif de simplification des démarches, et à une volonté de cohérence dans les efforts demandés à la profession agricole. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, nos salutations distinguées.

Le Président

François MOAL

